

CONSEIL D'ETAT, SECTION D'ADMINISTRATION.

A R R E T

n° 146.284 du 20 juin 2005

A.73.376/VI-13.738

En cause : **HAUDEGAND** Christian,
rue de l'Enseignement, n° 65/10,
1000 Bruxelles,

contre :

1. la Ville de Bruxelles,

ayant élu domicile chez
Mes Jacques PUTZEYS et
Alain VERRIEST, avocats,
avenue Tedesco, n° 7,
1160 Bruxelles,

**2. le Collège juridictionnel de la Région
de Bruxelles-Capitale.**

LE PRESIDENT F.F. DE LA VI^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 24 janvier 1997 par Christian HAUDEGAND qui demande l'annulation de "la décision du Collège juridictionnel de la Région de Bruxelles-Capitale, en date du 9 janvier 1997, rejetant la réclamation du requérant contre le refus de l'installer comme conseiller communal de Bruxelles";

Vu les mémoires en réponse et en réplique;

Vu le rapport de M. CUVELIER, Premier auditeur au Conseil d'Etat, concluant au rejet du recours;

Vu l'ordonnance du 8 novembre 2004 ordonnant le dépôt au greffe du dossier et du rapport;

Vu la notification du rapport aux parties;

Vu la note de M CUVELIER, Auditeur, par laquelle il est demandé que soit mise en oeuvre la procédure organisée par l'article 14quater, § 1^{er}, de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la Section d'administration du Conseil d'Etat;

Vu le courrier adressé le 21 mars 2005 par le greffe du Conseil d'Etat à la partie requérante l'informant de ce qu'il lui est loisible de demander, dans les quinze jours, à être entendue;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la partie requérante n'a pas introduit de demande de poursuite de la procédure dans le délai imparti; qu'elle n'a pas non plus demandé à être entendue; que conformément à l'article 21, alinéa 6, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, il y a lieu de constater la présomption de désistement,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

Le désistement d'instance est décrété.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de 99,16 euros, sont mis à charge de la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt juin deux mille cinq par :

MM. HANSE,
HARMEL,

Conseiller d'Etat, Président f.f.,
Greffier.

Le Greffier,

Le Président f.f.,

P. HARMEL.

Ph. HANSE.